

L'Autorité Palestine (AP) annule l'interdiction d'un groupe LGBTQ, à la suite de protestations

Jacklynn Ashly – The Electronic Intifada – 27 août 2019



Image: via Al-Qaws

L'Autorité Palestinienne a annulé une interdiction faite à un groupe de défense des droits des gays et transgenres, qui avait causé un scandale parmi les organisations de défense des droits humains et de la crainte chez certains de ses membres, ainsi que l'évocation de la possibilité d'un énorme retour de

bâton.

Mais des groupes de défense des droits disent que l'AP doit aller plus loin et retirer une déclaration de la police qui a rempli d'angoisse pour leur sécurité les membres du groupe [Al Qaws](#) de défense des droits LGBTQ.

« Au début, je n'y ai pas cru. Je pensais que c'était juste une rumeur, jusqu'à ce que je vois la déclaration de mes propres yeux » raconte Amir, un membre de Al Qaws âgé de 21 ans, de Jérusalem occupée, qui a préféré ne pas révéler sa véritable identité.

Le 17 août, le porte-parole de la police de l'Autorité Palestinienne (AP), Louaï Irzeqat, a publié une déclaration qui visait Al-Qaws (« L'arc-en-ciel » en arabe), alléguant que le groupe s'élevait contre « les valeurs palestiniennes traditionnelles » et appelant les citoyens à signaler « des individus suspects tentant de faire de la provocation et de nuire au tissu social palestinien ».

Il accusait aussi le groupe d'être « des agents étrangers ».

La déclaration a été faite alors même que la loi palestinienne ne considère pas l'homosexualité comme un délit.

« Cela nous a tous effrayés » dit Ahmad, âgé de 23 ans, originaire du nord de la Cisjordanie occupée, qui a également voulu garder l'anonymat. « L'AP devrait être celle qui protège ses citoyens de la violence, et la voilà qui l'encourage ».

« L'AP incite à la violence »

Al-Qaws a publié une déclaration à la suite de l'annonce de l'AP, dans laquelle le groupe condamne « le recours à des poursuites, à l'intimidation et à des menaces d'arrestations, que ce soit le fait de la police ou de membres de la société ».

« Nous croyons que la police et la société palestinienne dans leur ensemble devraient se concentrer sur la lutte contre l'occupation et d'autres formes de violence qui déchirent le tissu sensible de notre société et de nos valeurs, au lieu de poursuivre des militants qui oeuvrent sans relâche pour mettre fin à toute forme de violence » est-il ajouté dans la déclaration.

Selon Haneen Maikey, la directrice de Al-Qaws, depuis sa création en 2001 le groupe – a reçu en tant que branche d'un centre communautaire israélien non politique LGBTQ des mails menaçants et des messages porteurs de discours de haine. Haneen Maikey s'est mise à recevoir à une fréquence accentuée des messages de menaces et de haine, à la suite d'une manifestation qu'elle a organisée à Haïfa, début août, réclamant la fin de l'homophobie dans la communauté palestinienne.

La manifestation répondait au coup de poignard reçu par un adolescent palestinien de 16 ans devant un refuge LGBTQ de Tel Aviv en juillet. Le frère du jeune est soupçonné d'être l'auteur du coup de couteau.

L'interdiction de l'AP est intervenue après l'annonce par le

groupe d'un « camp queer » organisé pour la fin août afin d'offrir un espace d'échanges d'expériences des LGBTQ+ Palestiniens

La police palestinienne a, depuis, retiré sa déclaration, un geste bien accueilli par les groupes de défense des droits. Des groupes de la société civile insistent cependant auprès de la police pour qu'elle fasse un pas de plus dans son retrait et qu'elle publie une déclaration condamnant le discours de haine et la violence.

Selon Al-Qaws, depuis l'annonce de la police, le groupe est confronté à des messages porteurs de menaces et d'intimidation – dont des menaces de mort – ce qui force le groupe à développer sa hotline de soutien et à encourager ses membres à se mettre en rapport avec des organisations de défense des droits humains en cas de violence ou de harcèlement de la part à la fois de la police et d'habitants.

Ali, un militant LGBTQ palestinien de 21 ans de Jérusalem occupée, a dit à l'Electronic Intifada, sous réserve d'anonymat, que le plus ennuyeux avec l'interdiction, ce sont « les propos violents et menaçants que cette interdiction a encouragés. L'AP est supposée protéger les Palestiniens, et non inciter à la violence contre eux ».

Irzeqat, le porte-parole de la police, n'a pas pu être joint pour des commentaires.

L'AP doit « ouvrir » le dialogue

Nombre de Palestiniens, de groupes de défense des droits humains et d'acteurs politiques ont aussi élevé la voix en soutien au groupe.

Certains ont mis des posts sur les réseaux sociaux condamnant la déclaration de l'AP.

« Il ne s'agit pas de les accepter dans une société conservatrice. Il s'agit d'apprendre à faire avec nos différences, en particulier quand un groupe de gens ne fait de mal à personne » a écrit une jeune femme de Hebron, dans le sud de la Cisjordanie, sur sa page Facebook.

« L'AP, d'un autre côté, fait du mal aux gens, quand son rôle est d'empêcher la violence » a-t-elle ajouté.

Ali, cependant, a fait écho à un sentiment populaire exprimé sur les réseaux sociaux : « L'AP n'a-t-elle pas des choses plus importantes à se soucier ? Comme... je ne sais pas... peut-être l'occupation israélienne ? »

Le Bureau des Droits Humains de l'ONU dans les Territoires Palestiniens Occupés a publié un communiqué de presse jeudi, disant que l'interdiction et l'appel aux Palestiniens pour qu'ils signalent des membres et des militants à la police, « portent atteinte à la liberté d'expression, de s'assembler pacifiquement et de s'associer, et créent un climat d'hostilité et de discrimination, où les droits à la vie et à l'intégrité physique des individus sont mis en danger ».

Le Conseil des Organisations Palestiniennes pour les Droits

Humains (PHROC) a publié une déclaration condamnant la démarche de l'AP et a noté que l'interdiction et la déclaration violaient la loi palestinienne fondamentale amendée et les traités internationaux sur les droits humains auxquels la Palestine a adhéré.

PHROC en a appelé aux autorités de l'AP et de la police pour qu'elles « ouvrent un dialogue dans la communauté, fondé sur les droits humains, et qu'elles cherchent à étendre un tel débat afin d'y inclure toutes les composantes de la société palestinienne ».

La députée américaine Ilhan Omar a aussi donné son avis, avec le commentaire suivant sur Twitter : « les droits LGBTQ sont des droits humains et nous devrions condamner tout effort pour leur porter atteinte ».

Jaclynn Ashly est journaliste en Cisjordanie.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)